

difficile, pour les Canadiens, de s'orienter de façon à permettre l'essor économique désiré. L'endettement est de plus en plus encouragé. Les provinces et les corps publics s'endetteront à des taux d'intérêt effarants et sans précédent.

En plus de l'endettement public, l'endettement privé s'accroît de jour en jour, et ce au point où 28 p. 100 du budget familial sert au seul remboursement des dettes des particuliers.

Le coût de la vie, au Canada, a subi une hausse de 33 p. 100, depuis quelques années. L'industrie ne s'agrandit ou ne se modernise qu'en s'hypothéquant et en s'endettant pour bénéficier des avantages que les gouvernements offrent. Plus l'industrie se modernise, moins on crée d'emplois, alors on est loin de trouver la solution dans la modernisation de l'industrie.

Le coût de la vie augmente rapidement; les contribuables se voient de plus en plus dépourvus chaque fois qu'il augmente. L'inflation se fait de plus en plus sentir, quand le coût de la vie augmente; 60 p. 100 des hausses de salaires sont causées par l'inflation, depuis quelques années.

• (5.50 p.m.)

Alors, telles sont les conclusions d'une analyse des salaires hebdomadaires dans l'industrie manufacturière canadienne et l'évolution des prix publiés par le Bureau fédéral de la statistique.

La crise du logement au Canada s'aggrave. Les Canadiens sont astreints à la camisole de force s'ils veulent devenir propriétaires.

La preuve est évidente, monsieur le président. On maintient la taxe de vente de 11 p. 100 sur les matériaux de construction, en plus de maintenir le taux d'intérêt de 9 à 10 p. 100 sur les prêts hypothécaires. A cause de cela, on accentue la montée de l'inflation et l'on favorise les bailleurs de fonds, comme la Société centrale d'hypothèques et de logement, de sorte que les gagne-petit ne pourront jamais même songer à devenir propriétaires d'un petit lopin de terre bien à eux, sans s'atteler pour des générations à venir, afin de payer une maison qui devrait coûter de \$10,000 à \$12,000, alors qu'en fait, elle en coûtera de \$20,000 à \$25,000.

Cette sorte de lèpre financière est protégée par l'État, qui permet quelques développements, à la condition que s'accroissent d'autant les dettes privées et publiques. Et les gouvernements, tant fédéral que provinciaux, municipaux ou scolaires, pratiquent cette escroquerie sans fin, taxant les contribuables d'une façon criminelle et abominable et dépossédant les bâtisseurs du pays pour satisfaire l'appétit vorace de quelques financiers sans conscience et sans scrupules.

Au fait, le gouvernement a augmenté les taxes et les impôts dits de «progrès social» au point où il a plongé l'économie dans la grande «noirceur» et découragé toutes les initiatives. C'est à ce moment-là qu'on a connu des successions de répudiations de dettes et une accumulation de faillites.

Maintenant, on laisse entrevoir que le gouvernement central reconnaît le malaise économique entraîné par l'odieuse et diabolique système de perturbation. On dit que la relance économique s'impose et que de grands efforts sont nécessaires pour remédier aux maux économiques dont nous souffrons.

[M. Latulippe.]

On supprime la fameuse taxe de 3 p. 100 dite de «progrès social», ce qui diminuera les revenus du gouvernement d'environ 130 millions de dollars par année.

On porte l'exemption d'impôt de \$1,000 à \$1,500 pour les célibataires, et de \$2,000 à \$2,800 pour les gens mariés, après avoir permis que le coût de la vie s'accroisse jusqu'à plus de 33 p. 100. Les hausses du coût de la vie constituent également des augmentations de revenu pour le gouvernement, grâce au système d'impôt. Les autres dégrèvements, tels que ceux accordés pour la garde d'enfants et l'abolition des droits successoraux ne sont que de peu d'importance. On s'est gardé de taxer les gains de capital à 50 p. 100, ce qui enlèvera plus de pouvoir d'achat aux contribuables que la surtaxe de 3 p. 100. C'est comme si l'on échangeait une voiture Ford contre une Cadillac, sans payer la différence. Ceci écrasera, d'une façon peut-être moins brutale, les contribuables, mais leur fera perdre encore plusieurs avantages.

On appelle cela la relance économique, la société juste. Pour accentuer cette reprise économique, on ne peut faire autrement que de prévoir un nouveau déficit de 800 millions, lequel dépassera probablement le milliard. De cette façon, on continuera à déposséder et à piller les Canadiens, les bâtisseurs du Canada, pour payer le tribut à la finance sacrée.

Le gouvernement a combattu l'inflation de 1968 à 1971, et le taux de chômage estimé tolérable par le conseil économique du Canada, dans une économie en plein essor, s'est accru de 3 p. 100. Cela signifie qu'il y a encore 600,000 chômeurs au pays et qu'il y a encore deux millions de citoyens touchant des prestations de bien-être social, parce qu'ils n'ont pas droit à l'assurance-chômage, qu'ils ont manqué de travail.

Le malaise économique au Canada est directement imputable aux mesures monétaires et du gouvernement. Durant tout ce temps, les financiers font des profits qui montent en flèche grâce aux taux élevés sur les prêts, et sur une grande partie du capital créé de rien. En d'autres termes, le gouvernement ne vise pas à l'équilibre; il se sert du déficit même pour inclure certains avantages fiscaux dans le budget.

Même si les députés libéraux de l'arrière-ban peuvent se réjouir un peu, et même si une foi profonde peut régner chez les financiers de la rue Saint-Jacques et de la rue Bay, je tiens à dire que ce budget offre très peu de réconfort au Canadien moyen. Au fait, il est évident que le ministre des Finances s'est soucié bien davantage de consolider le parti auprès des financiers, qu'à présenter une réforme fiscale susceptible d'aider ceux qui ont besoin d'un dégrèvement d'impôt.

Comment peut-on parler de régime fiscal équitable, quand on déforme ainsi l'homme qui travaille et dont le revenu provient directement de son travail? Pourquoi devrait-il avoir moins de chances que celui qui a hérité d'une fortune, ou qui a touché des chèques de dividendes? Le salarié est-il moins important que l'autre? Doit-il être puni parce qu'il travaille, au lieu d'être riche? Donc, le salarié gagnant \$12,000 par an devra payer \$3,250 en impôt. Par contre, l'autre, touchant le même montant sous forme de dividendes ne paiera qu'un impôt de \$1,230. Il paiera donc \$2,000 de moins que celui qui travaille. Il me semble que la société juste l'est simplement pour ceux qui tirent des revenus de leurs placements, d'obligations de toutes sortes. Il existe deux tables d'impôt: l'une pour les gens plus à